

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

RÉFÉRENCES A RAPPELER : JC38

AFFAIRE SUIVIE PAR : J. CONTENSOUZAC
TEL. 04.76.60.33

A R R E T E N° 2003-03908

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 Septembre 2000, relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance susvisée, notamment son livre II, Titre II, chapitre III et son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.)

VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiée ;

VU la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992, dite "loi sur l'eau" modifiée ;

VU le décret n° 53.578 du 20 Mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977, modifié notamment l'article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

VU les décisions ayant autorisé la Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES France à exploiter une unité de fabrication de chloroprène sur le territoire de la commune de CHAMPAGNIER ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 11 Février 2003 ;

VU la lettre, en date du 26 Février 2003 invitant la Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES France à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 14 Mars 2003 ;

VU la lettre, en date du 20 Mars 2003 communiquant à la Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE le projet du présent d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES France pour l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er –La Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES France, sise route Nationale 85 à CHAMPAGNIER doit remettre à Monsieur le Préfet avant **le 28 Juin 2003**, une étude technico-économique concernant la mise en conformité de ses installations par rapport aux dispositions du titre II de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

Cette étude comprendra en particulier pour chaque prescription des 4 à 33 pour les installations incinérant des déchets dangereux de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 :

- Une description de la situation actuelle de l'établissement
- La liste des écarts constatés entre la situation actuelle et les exigences de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002
- La détermination des moyens à mettre en œuvre pour réaliser la mise en conformité des installations
- Les conditions de cette mise en conformité, au plan technico-économique

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement .

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant celle-ci, au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 5 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 – En application de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par le tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation .

ARTICLE 7 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de CHAMPAGNIER et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES France.

Fait à GRENOBLE, le 10 Avril 2003

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Signé : Dominique BLAIS